



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES,
LES RETRAITES ET LES SERVICES PUBLICS**

MOBILISATION LE MARDI 9 OCTOBRE

La politique économique et sociale du gouvernement est rejetée par la majorité de la population. L'offensive engagée depuis plus d'un an contre les droits collectifs se poursuit à marche forcée (même durant l'été) : casse des services publics dans le cadre de CAP 2022 (privatisation de certaines missions, suppression de 120000 postes, dégradation des conditions de travail et du service rendu aux usagers), démantèlement de l'industrie, nouvelles attaques contre les salariés (suppressions de cotisations qui financent la Sécu) et les retraités (fin de l'indexation des retraites sur les prix).

Ajoutons à cela, la future réforme des retraites (remise en cause des garanties collectives, des bonifications familiales et baisse prévisible des pensions) et les attaques contre l'éducation nationale (suppression de 2.600 postes dans le second degré, réforme du lycée qui se traduira par une réduction du volume horaire des élèves). Il est temps de riposter !

TOUS ENSEMBLE, PUBLIC ET PRIVÉ, JEUNES ET RETRAITÉS, MOBILISONS-NOUS POUR :

LE POUVOIR D'ACHAT

Augmentation des salaires, du point d'indice, des pensions, des allocations et des minimas sociaux.

Non à l'augmentation de la CSG. !!

LE DROIT À LA RETRAITE

Retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous.

Maintien des régimes par répartition. Non au régime par points !

Maintien de la pension de réversion.

LES DROITS COLLECTIFS

Garantie des emplois, des statuts, des conventions collectives et des missions.

Abrogation de la loi El Khomri et des ordonnances Macron.

Non à la suppression des Commissions paritaires et des Comités Hygiène Santé et Conditions de Travail.

LES SERVICES PUBLICS

Non aux privatisations, aux 120000 suppressions de postes et à la précarité (contractuels toujours plus nombreux).

Reconquête du service public sur tout le territoire pour garantir le droit à l'éducation, à la culture, à l'emploi et à la santé.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

Défense de la Sécu basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »

Non à la fusion des budgets de la Sécu et de l'Etat ! L'excédent budgétaire de la Sécu ne doit pas servir de variable d'ajustement pour le budget de l'Etat mais doit permettre d'améliorer l'accès aux soins pour tous

LE DROIT À L'ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS

Pour une diminution des effectifs par classe et des créations de postes à la hauteur des besoins.

Maintien du baccalauréat comme diplôme national permettant l'accès aux études supérieures pour toutes et tous.

Pour un service public d'orientation de proximité et de qualité.



Ce qui coûte un pognon de dingue, ce sont les exonérations (impôts, cotisations) consenties aux plus riches (sans que cela ne favorise l'emploi) et l'évasion fiscale (100 à 150 milliards d'euros par an).

MANIFS

**A STRASBOURG, 14 H PLACE
KLÉBER**